

Ismaila Madior Fall

**La réforme constitutionnelle
du 20 mars 2016 au Sénégal**

La révision consolidante record



TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	9
----------------	---

AVANT-PROPOS :

LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DE MARS 2016 :

LA VISION.....	11
----------------	----

La rencontre avec le Président Macky Sall..... 11

La convergence de vues sur la réforme des institutions 12

*La contextualisation de la réforme : stabilisation de la
Constitution et approfondissement de la démocratie 13*

*La question délicate : la réduction du mandat
présidentiel en cours..... 14*

Le choix de donner la parole au peuple pour décider... 15

La valeur ajoutée démocratique de la réforme..... 16

INTRODUCTION.....	19
-------------------	----

1. Les termes de référence de la révision
constitutionnelle du 20 mars 2016..... 21

2. Le travail de la CNRI : un avant-projet de
Constitution..... 26

3. L'option retenue par le président de la République :
une révision de la Constitution..... 32

4. Objectif: la présentation du processus
et du contenu de la révision constitutionnelle 38

CHAPITRE I :

LA RÉHABILITATION DU RÉFÉRENDUM.....49

- A. LA SOLLICITATION DE L'AVIS DU JUGE CONSTITUTIONNEL SUR LE RÉFÉRENDUM.....52
 - 1. *La conformité du projet de révision à l'esprit général de la Constitution* 52
 - 2. *Le « oui, mais » du Conseil constitutionnel*..... 57
- B. L'AUTORITÉ DE LA DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL.....62
 - 1. *La controverse* 62
 - 2. *Le Conseil a donné un avis sous la forme d'une décision*..... 63
 - 3. *L'éclairage du droit comparé*..... 72
 - 4. *Un progrès qualitatif de la justice constitutionnelle*. 82
 - 5. *La portée démocratique du choix du référendum*..... 84

CHAPITRE II :

LA CONSTITUTION POLITIQUE SÉCURISÉE.....91

- A. LA MODERNISATION DU SYSTÈME DE PARTIS POLITIQUES93
 - 1. *Prophylaxie à la pathologie du système de partis* 94
 - 2. *Le renforcement des droits de l'opposition* 95
 - 3. *La participation des indépendants à tous les types d'élections*..... 99
 - 4. *L'élection des députés de l'extérieur*..... 101
- B. LA CONSTITUTION SÉPARATION DES POUVOIRS RECONFIGURÉE..... 103
 - La séparation horizontale des pouvoirs revue*..... 104
 - a. L'encadrement de l'institution présidentielle par des clauses d'éternité..... 105
 - b. Le mode d'élection du Président de la République.. 106
 - c. La durée du mandat du Président de la République : le quinquennat..... 108
 - d. La limitation, à deux consécutifs, du nombre de mandats présidentiels..... 113

e. Le renforcement des pouvoirs l'Assemblée nationale.....	115
f. Le Conseil constitutionnel, l'oublié de la réforme de 2001 revalorisé	120
g. L'attribution de la qualité de loi organique au règlement intérieur de l'Assemblée nationale.....	126
h. L'exception d'inconstitutionnalité devant la Cour d'appel.....	127
i. L'aménagement d'une compétence consultative générale du Conseil constitutionnel.....	128
j. Fin de la controverse sur les actes rendus par le Conseil constitutionnel en matière consultative : le Conseil rend, en toutes matières, des décisions ...	129
⊘ Un cas pratique : la consultation du Conseil constitutionnel sur le problème du vote des citoyens inscrits sur les listes électorales n'ayant pu retirer leur carte d'électeur.....	130
⊘ Les termes de la question posée au Conseil constitutionnel.....	131
⊘ La réponse du Conseil constitutionnel.....	132
⊘ La modulation des effets de la loi par la décision du Conseil	136
⊘ L'éclairage de la décision du Conseil constitutionnel par les tendances contemporaines de la justice constitutionnelle universelle	138
<i>La séparation verticale des pouvoirs précisée.....</i>	<i>140</i>
a. La constitutionnalisation de la décentralisation et de la déconcentration	142
b. La création d'une instance de dialogue sur la décentralisation : le Haut Conseil des collectivités territoriales	144

CHAPITRE III :

LA CONSTITUTION SOCIALE ENRICHIE.....147

A. L'INTRODUCTION DES DROITS FONDAMENTAUX	149
1. <i>La constitutionnalisation du droit à un environnement sain.....</i>	<i>150</i>

2. <i>La reconnaissance au peuple sénégalais du droit à ses ressources naturelles.....</i>	152
3. <i>L'exigence constitutionnelle de la préservation du patrimoine foncier.....</i>	160
B. LA GARANTIE DES DROITS FONDAMENTAUX	162
CONCLUSION :	181
ANNEXE :	
LOI CONSTITUTIONNELLE NO 2016-10 DU 5 AVRIL 2016 PORTANT RÉVISION DE LA CONSTITUTION ...	167